

suivies sur l'économie politique. Vos dévanciers depuis 91, dirai-je à ceux de la nouvelle génération, ont eu à combattre pour la liberté politique, pour les conséquences pratiques du gouvernement représentatif dont jusqu'à tout récemment nous n'avions que le nom. Ils ont créé, développé, organisé la puissance populaire, et lui ont acquis le degré d'influence et d'action dont elle jouit aujourd'hui dans le gouvernement : action et influence qui sont telles, comparées à ce qu'elles étaient, sous l'ancien ordre de choses, qu'elles constituent une véritable révolution dans notre état politique. Cela, vous le savez, est le fruit de rudes et incessants travaux qui ont dû consommer toutes les forces morales et intellectuelles de vos aînés. Comment alors aurait-on pu se livrer à l'étude d'une science qui demande beaucoup de temps, et encore plus de calme dans l'esprit pour être étudiée à fond ? Et eût-on pu ravir aux occupations ordinaires de la vie, le temps de l'étudier, on eût manqué de cette tranquillité dans l'état nécessaire à l'application des vérités qu'elle enseigne. D'ailleurs le champ de l'économiste était beaucoup plus resserré alors ; que la mère-patrie se réservait le règlement de notre commerce : nouveau motif, nouvelle excuse pour les anciens, de ne s'être pas occupés particulièrement d'études économiques.

Ainsi, Messieurs, de la jeune génération, point de reproches ; soyez indulgents, soyez justes. Au prix des longs et rudes travaux de vos aînés, vous voilà entrés dans la Terre Promise ; ils ont fait leur tâche, à vous maintenant de faire la vôtre. Ils ont sacrifié leur temps, leur énergie, leur intelligence à cette grande conquête, à vous maintenant de la faire profiter. Ils ont dû être tribuns, soyez hommes d'état, économistes éclairés. De cette manière vous vous présenterez au Parème avec l'armure convenable, et vous pourrez y lutter sans désavantage avec des concurrents qui, comme je l'ai remarqué plus haut, sont pour le présent mieux préparés que nous ; fait, qu'il y aurait une sotte vanité, du danger même à ne pas reconnaître. La première condition, la plus sûre garantie du succès dans toute position où l'on peut se trouver, c'est de bien connaître et apprécier les forces de son adversaire.

La supériorité de vos concurrents en fait d'économie politique peut aisément s'expliquer. — N'appartiennent-ils pas à cette race d'hommes la plus industrieuse, la plus commerçante qui soit au monde, ce qui a fait dire à un économiste distingué de nos jours, que "l'Angleterre est le pays natal de l'économie politique." Marchande et manufacturière, la nation Anglaise a dû être portée tout naturellement à étudier et à observer ; plus que tout autre, les phénomènes de la formation des richesses, qui sont le sujet de l'économie politique. Sans une forte étude de cette science, tant dans les livres que par l'observation et la réflexion, l'Angleterre ne fut jamais parvenue au degré de richesse et de puissance qu'elle a atteint. Et l'on a une grande preuve de l'existence des connaissances économiques saines et étendues chez la nation Anglaise dans le triomphe éclatant que vient de remporter en Angleterre le principe de la liberté du commerce, sur le principe restrictif, prohibitif, ou protecteur. Les intérêts opposés à cette mesure étaient si puissants que l'œuvre de Sir Robert Peel a étonné le monde, et que ce grand homme, cédant héroïquement à la voix de l'opinion publique autant qu'à une honnête conviction, a dû, nouveau Samson, s'ensevelir, comme chef politique, sous les ruines d'un monopole écroulé. Mais c'est un bien glorieux lincoïl que l'Acte des céréales ; et dût, Sir Robert Peel ne jamais se relever de sa dernière chute, il en a fait assez pour sa renommée en faisant triompher un principe bienfaisant, dont les conséquences sont incalculables pour l'humanité tout entière. N'est-il pas notoire que le vieux système prohibitif et protecteur a pour effet de rendre tous les peuples ennemis les uns des autres, en les faisant se regarder comme intéressés à la ruine les uns des autres ? Le nouveau système, au contraire, aura pour tendance d'intéresser tous les peuples à la prospérité les uns des autres, et fera ainsi disparaître la cause des guerres fréquentes et ruineuses, follement entreprises pour de prétendus intérêts commerciaux, qui n'existaient que dans les théories erronées du temps. Certainement s'il est quelque chose qui doive aider à la réalisation du rêve de paix universelle du bon Abbé de St. Pierre, rêve qu'on a appelé le rêve d'un honnête homme, c'est la liberté universelle du commerce, vers laquelle l'Acte des Céréales de Sir Robert Peel est le premier pas, mais pas décisif, mais un de ces pas, comme ceux du géant Atlas, qui va remuer, entraîner le monde.

Or, Messieurs, cette grande révolution commerciale dont le premier tocsin vient de sonner du haut des tours de Westminster Hall, nous allons être des premiers conviés à entrer dans la voie qu'elle ouvre. La Mère-Patrie en nous retirant la protection qu'elle accor-

rait à nos produits, va nous donner le droit de retirer de notre côté la protection qu'elle assurait à ses propres produits sur notre marché ; elle nous ouvre en même temps tous les marchés du monde, et permet au monde entier de venir chez nous. En un mot, nous allons avoir à régler nous-même dans notre intérêt nos rapports commerciaux avec le monde entier, soin que la Métropole s'était réservé jusqu'à présent et qu'elle exerçait dans l'intérêt de l'empire ; (Je n'ai pas à m'occuper de quelques points de restriction qui paraissent n'être pas encore réglés, et qui sans doute seront le sujet de négociations entre la Mère-Patrie et la colonie.) C'est là une occupation aussi grave qu'elle est nouvelle pour nos hommes publics, qui va demander de bien grands connaissances en économie politique pour nous garder des conséquences des faux pas, qui sont d'autant plus à redouter que nos premières démarches décideront peut-être de l'avenir de notre pays sous plus d'un rapport ; nous allons maintenant inoculer à notre corps social des germes de misère ou de prospérité, de vie ou de mort ; nous allons avoir non seulement à débattre nos intérêts de localité et de classe, mais aussi à régler nos intérêts provinciaux avec les peuples étrangers. Et sûrement notre race sentira qu'il est de son avantage, autant que de son honneur, d'apporter dans la discussion de ces grands intérêts une part de lumières, de connaissances et d'expérience égale à celle qu'elle a toujours su fournir dans les discussions publiques. Et cela encore une fois, nous ne pourrions le faire qu'au moyen d'études sérieuses en économie politique. Voulez-vous que je vous cite sur ce point un passage du discours sur l'économie politique du professeur McCulloch : —

"Ce n'est pas une connaissance superficielle et générale, mais bien une connaissance profonde et intime des justes principes et conséquences de la science économique, qui peut seule rendre l'homme d'état capable d'apprécier la portée et l'effet des différentes institutions et mesures, et conséquemment d'adopter celles qui sont les plus avantageuses à la nation. Tel pourra déclamer avec vigueur et éloquence sur les avantages du commerce libre, comme sur la libre concurrence dans toutes les branches d'industrie, qui cependant ignorera complètement plusieurs principes fondamentaux et des plus importants. C'est une erreur que de supposer que ces principes gissent à la surface ; plusieurs ont échappé à l'observation de Quesnay et de Smith ; et soyons bien certains que pour les comprendre il faut une étude sérieuse et une attention suivie."

Dans un autre endroit il a exposé ainsi le danger de l'ignorance des législateurs en fait d'économie politique : "En législation financière et commerciale, on ne saurait faire, dit-il, un seul faux pas, — imposer une seule taxe ou restriction injudicieuse, sans affecter sensiblement les intérêts de chaque individu, sans mettre même en danger réel la subsistance d'un nombre de famille. La meilleure intention ne saurait prémunir contre l'erreur. L'ignorance des sciences frustre souvent les meilleures intentions, et fait que des mesures destinées à hâter le progrès des améliorations n'ont produit que des désastres et de la disgrâce."

Suite et fin au prochain numéro.

VARIÉTÉ.

A New-York on fait des montres de cuivre, à la vapeur. Dans un atelier on emploie vingt cinq hommes qui font par jour cent belles montres bien finies. On pose une grande feuille de cuivre dans certains mouvements et après une couple de tours, il en sort soixante roues parfaitement justes, par minute.

Un quidam en voyageant en Amérique rencontra un jour le frère Jonathan qui portait sur ses épaules un méchant mouton. "Où vas-tu ainsi avec cette vilaine bête ? — Je la porte au moulin aux moutons ? — Quoi ! au moulin aux moutons ; Je n'ai jamais entendu parler d'un pareil moulin. — Eh bien, venez avec moi, vous le verrez. Arrivé au moulin, Jonathan jette son mouton dans la trémine, et il fut moulu en un instant ; ensuite descendant dans l'appartement de dessous, il montra à l'étranger quatre beaux quartiers de mouton gros et gras, deux belles demi-peaux de marocain bien apprêtées, un bonnet de laine, deux paires de bas, culottes et juste au corps de laine, deux belles cornes à poudre, enfin une tête de mouton bien peignée, frisée et poudrée pour enseigne. — Les Américains passaient pour inventif, mais pas jusqu'à ce point."

SITUATION DEMANDE'E.

UN INSTITUTEUR d'une conduite irréprochable, capable de tenir une ECOLE MODELE, sachant bien la langue anglaise, pouvant, de plus, occuper une place de MAÎTRE CHANTRE, et même d'ORGANISTE, demande une situation pour le commencement de l'année scolaire. Pour plus amples informations, s'adresser à M. LA GARDE à l'Hospice de St. Joseph.

1er décembre 1846.